

Vaincre la Troïka : le VIII^e Congrès du Bloc de Gauche au Portugal

mardi 18 décembre 2012, par [GARÍ Manuel](#) (Date de rédaction antérieure : 15 novembre 2012).

Manuel Garí dresse un bilan du congrès du Bloc de gauche : changement de direction, la question de l'hégémonie à gauche et du mot d'ordre de « gouvernement des gauches », le programme d'urgence, un programme alternatif pour l'Europe.

Sommaire

- [Nouvelles façons de faire \(...\)](#)
- [Les axes politiques](#)
- [La situation évolue rapidement](#)
- [Le gouvernement des gauches](#)
- [Profil et dynamique](#)
- [Contenu et alternatives](#)
- [La dimension européenne du \(...\)](#)
- [Réflexions pour conclure](#)

Cet article n'a pas tant pour but d'informer sur tous les débats du congrès, mais plutôt de réfléchir sur les défis stratégiques que les militants du Bloco de Esquerda ont majoritairement décidé d'affronter. Si je devais résumer en une phrase le sens de ce qui y a été approuvé, je dirais que le Bloco a pris de grands risques pour être à la hauteur des circonstances. L'idée qui imprégnait le congrès a été exprimée dès le discours d'ouverture de Francisco Louça : « *Le Bloco est ici pour vaincre et pour changer* ». Elle était présente dans les interventions de Pedro Filipe Soares, Alda Sousa, Luís Fazenda, Jorge Costas, Marisa Matias, Joao Semedo ou Catarina Martins et bien d'autres. En d'autres termes, il s'agit d'une attitude collective, d'un bloc, du Bloco de Esquerda.

Ce congrès s'est tenu après un sérieux revers électoral du BE aux élections législatives de juin 2011, l'effet de ce que Fernando Rosas a appelé « un vote de la panique », mais aussi après un rapide apprentissage populaire des effets sociaux dévastateurs des politiques mises en œuvre par le gouvernement de Passos Coelho sous les diktats de la Troïka, dont la chancelière Angela Merkel est la porte-parole politique. Cet apprentissage est accompagné d'une croissante mobilisation sociale, dont les manifestations du 15 septembre 2012 ont été l'expression ultime et qui, quelles que soient les différences de la situation politique, ont été comparées au mythique 1^{er} Mai révolutionnaire de 1974 [1], et qui, selon le BE, « *ont changé le pays* ». Des amples secteurs de la population ont ainsi passé de la confiance dans les recettes des mesures d'austérité au slogan *Que se lixe a Troïka* (plus ou moins, « que la Troïka aille se faire f... »).

Dans ce contexte, le débat entre les différentes contributions présentées à ce VIII^e congrès [2], loin de résumer la mélancolie militante, était une preuve de vitalité, d'espérance dans le potentiel que représente le peuple quand il lutte et de confiance dans les forces propres, les analyses et les

alternatives du Bloco. Ainsi, le thème du congrès n'a été rien de moins que « vaincre la Troïka ».

Le congrès devait résoudre deux problèmes : le lancement d'un nouveau leadership public et la définition de l'objectif stratégique de la nouvelle période de lutte. Il devait le faire en tenant compte de deux vecteurs constamment présents dans l'action politique et dans la vie des organisations : le besoin du changement et de la continuité. La persévérance, la capacité de s'orienter en ne perdant pas de vue la voie choisie et la construction patiente de l'organisation sont les principaux atouts du BE. On ne peut rien comprendre si on ne met pas en valeur cette manière de comprendre l'activité d'une organisation révolutionnaire qui est née d'un accord entre des forces diverses et qui a attiré l'adhésion de milliers de militant-e-s. L'autre aspect, celui de l'innovation et d'initiative, n'a pas fait défaut au BE, mais jusqu'à présent le BE n'a pas été confronté à la nécessité de remplacer ses dirigeants du premier plan, alors qu'il devait faire face à l'absence d'un de ses fondateurs, Miguel Portas récemment décédé, et à la modification des tâches de Francisco Louça, qui a été le visage et la voix du Bloco la plus identifiable par tout le peuple portugais.

Nouvelles façons de faire la politique

Louça a récemment exprimé publiquement son droit et sa décision de ne plus exercer les responsabilités de coordinateur politique du Bloco et de son groupe parlementaire, ainsi que sa fonction de porte-parole au sein du Parlement. Il l'a fait par une explication politique qui rompt avec la tradition de ceux qui exercent les fonctions publiques, qui s'accrochent en général à leur poste dont ils se croient les propriétaires et qui ne dissimulent pas leur intention de demeurer des politiciens professionnels. Pour remplacer la personnalité publique et le rôle politique que jouait Louça depuis la fondation du BE, il fallait un haut degré d'accord en son sein. Dans une organisation qui a d'importantes responsabilités politiques, sociales et électorales, qui est quotidiennement présente dans les médias, un tel changement ainsi que l'accord pour le réaliser ne sont pas une question mineure.

Louça a rappelé aux médias présents ainsi qu'aux délégués du Bloco, que non seulement il va continuer l'activité politiques (et que, par conséquence, je dois ajouter, il était disponible pour la future direction du BE si les délégués décidaient de l'élire, ce qui a eu lieu), mais qu'il ne pouvait s'imaginer de vivre sans lutter et sans militer. Simplement il voulait changer de rôle et de responsabilités. Il a ainsi court-circuité les angoisses des militant-e-s du BE, les interprétations tordues des porte-paroles de la droite, et a montré que le Bloco pouvait fonctionner de manière alternative et non conventionnelle.

Le congrès a résolu ce premier problème en élisant Catarina Martins et João Semedo en tant que coordinateurs politiques et porte-paroles du Bloco. Une formule qui me semble correcte, mais en même temps risquée, compte tenu des inerties et des coutumes de la politique dans des sociétés qui ont tendance à la concentration unipersonnelle des responsabilités. Quant au remplacement de la fonction du porte-parole parlementaire du BE, il ne relevait pas d'une décision du congrès et n'a pas été débattu.

Je ne doute pas que la décision volontariste de Louça de ne pas se figer comme indispensable dans la représentation institutionnelle ou organique innove les « bonnes pratiques » des organisations et porte un coup à la « classe politique » : elle combat pratiquement les discours populistes concernant la politique et les politiciens, éloigne la gauche de la gauche du discrédit et permet de tester les capacités des autres militants et militantes. Et, surtout, c'est une décision qui illustre aux yeux du peuple portugais, de ceux qui luttent et de ceux qui sont dans l'expectative, que les membres du BE veulent bien être et sont des « gens de confiance » pour ceux d'en bas.

Les axes politiques

L'autre question clé que ce congrès devait résoudre était la réorientation stratégique du BE ou, plutôt, le discours et l'orientation politique du parti. Le congrès a travaillé la reformulation actualisée des objectifs et des alternatives du BE à l'ère de la crise de la dette et la nouvelle formulation d'une proposition unificatrice des luttes et des espoirs de la classe ouvrière et du peuple : le gouvernement des gauches.

A mon avis, le discours du BE, « la gauche contre la dette » peut être synthétisé ainsi :

- 1. La dette du Portugal n'est pas une dette du peuple, car il ne l'a pas contractée, il faut donc dénoncer le discours néolibéral qui culpabilise les victimes et disculpe les bourreaux.
- 2. La Troïka a un rôle central au Portugal : sauver les banques.
- 3. Les prétendues « réformes » sont une attaque directe contre les droits, les salariés et les services publics, avec comme résultat la paupérisation accélérée et massive des électeurs de tous les partis et la misère des classes travailleuses et des larges couches de la population qui, encore hier, disposaient d'un statut différent.
- 4. Le pays et son économie s'écroulent. C'est le résultat des transferts de revenus du sud vers le nord de l'UE, de la promiscuité des pouvoirs publics et privés au Portugal et dans toute l'UE, des privatisations, du sauvetage des banques, etc.
- 5. Le modèle actuel de l'euro favorise une architecture institutionnelle qui approfondit les inégalités, favorise les créanciers, impose l'austérité dont l'objectif est d'accroître le chômage pour exercer un chantage sur le « facteur » travail, impose de manière autoritaire des sacrifices aux classes subalternes et éloigne les possibilités de sortir de la crise. Il faut donc rompre avec la logique politique néolibérale.

La situation évolue rapidement

Le temps politique s'est accéléré, comme l'indiquent les changements et l'instabilité électorale dans certains pays du sud de l'Europe. Nous sommes confrontés à des nouvelles défaites, très proches et plus définitives, ou, au contraire, au début d'une nouvelle résistance populaire, à des avancées électorales des formations de gauche jusque là peu importantes (Grèce), ou à la croissance potentielle des options de rupture (Portugal). L'apprentissage rapide de dizaines de milliers de gens du peuple, leur mobilisations et leur organisation nécessaire (et probable) permettent d'encourager au Portugal la possibilité de changer l'actuel état de choses dans la société et sur le terrain politique. Il est plus que probable que le mouvement social de protestation va se développer : son renforcement est une des tâches centrales que le BE s'est fixée.

Cela ouvre un espace de confrontation sociale, permet d'influencer et de gagner les bases des autres partis et donc de modifier de manière positive le rapport des forces entre les classes sociales et entre les orientations politiques. **Ce sont les bases matérielles qui rendent possible une hégémonie nouvelle au sein de la gauche et de la société.** Dans ces conditions, une fenêtre d'opportunité s'ouvre pour surpasser en influence politique et sur le terrain électoral le Parti socialiste (PSP). Tout dépendra de l'adresse et de l'audace à formuler les protestations et les propositions. La capacité de formuler les propositions est centrale pour un parti qui n'aspire pas seulement à faire de la propagande, mais à être utile pour les luttes et les revendications populaires présentes et futures (le BE l'a déjà largement démontré avec ses réussites), et qui prétend non

seulement affirmer son identité anticapitaliste, mais veut mener la bataille politique pour le socialisme.

L'attitude envers la Troïka et le mémorandum marque la frontière entre les options politiques. Il ne s'agit pas de proposer, comme le PSP, une austérité atténuée : le problème c'est l'austérité elle-même. Le BE introduit une dimension importante : l'intérêt des classes travailleuses c'est l'intérêt du pays, ce que le BE défend assure l'avenir de la nation. C'est pour cela qu'il veut défendre le pays contre le gouvernement de Passos Coelho et que la première priorité du BE à l'issue du congrès c'est de prendre le gouvernement, parce que c'est nécessaire et, si on convainc le peuple, c'est possible.

Le gouvernement des gauches

Il est évident que l'alternance entre les néolibéraux et les sociaux-libéraux, entre les partis de droite et les partis autoproclamés de gauche qui font une politique de droite ne sert à rien, ne vaut rien, cela a déjà été vérifié. En Grèce depuis des mois, et aujourd'hui au Portugal, il est possible de défendre comme tâche politique à l'horizon (proche dans le premier cas, à moyen terme dans le second) qu'il faut un nouveau gouvernement contre la Troïka, car soit on parvient à la vaincre, soit c'est la défaite irrémédiable de la classe ouvrière et de tout le pays.

C'est pourquoi la stratégie du BE se concentre sur la question de l'unité politique et sociale autour de la rupture avec le mémorandum et dessine à l'horizon l'instrument privilégié pour rompre avec la Troïka : un gouvernement des gauches qui n'accepte pas de se soumettre au mémorandum et le met à la poubelle.

A mon avis, le mot d'ordre de **gouvernement des gauches** n'est pas propagandiste, car alors ce serait encore une des nombreuses formules sans application pratique. C'est un slogan qui répond à trois objectifs : donner une perspective politique à l'ensemble des révoltes au Portugal, attirer l'attention du mouvement social sur la nécessité d'une grande confrontation avec les politiques néolibérales, et, surtout, montrer aux classes travailleuses que le BE a décidé d'assumer les tâches d'un gouvernement qui s'opposera aux marchés, à leurs diktats et à leurs institutions.

Les masses voient aujourd'hui la nécessité de la lutte, mais elles voient également le mur constitué par un gouvernement aux mains des ennemis. Personne ne peut nier cette évidence. La lutte contre la Troïka exige de disposer d'instruments, comme le gouvernement, qui sont soutenus par la mobilisation et qui sont à son service pour qu'elle brise les exigences de la dette. Laisser la lutte pour le gouvernement à un avenir indéfini au Portugal, c'est comme dire aux gens : nous ne sommes pas capables de résoudre les problèmes. Et à nouveau ce serait le vide, qui porte la résignation, le vote utile et le moindre mal. Les leçons de Syriza (Grèce) sont très présentes dans les raisonnements offerts et, bien sûr, dans les débats du congrès du Bloco de Esquerda.

La lutte pour le gouvernement des gauches est un pas que les masses peuvent saisir comme étant nécessaire et qui donne du temps pour préparer de nouvelles confrontations plus décisives : pour faire des incursions dans la propriété privée, pour mettre fin à la dictature des marchés, pour consolider la démocratie dans tous les domaines et les droits sur tous les plans. La lutte pour un gouvernement des gauches peut s'insérer dans une dynamique croissante de l'antagonisme social et politique. Ne pas le faire, ce serait être réduits à l'inanité.

Profil et dynamique

Le BE est un parti qui dispose actuellement d'un poids électoral et politique très limité. Comment peut-il proposer, contre vents et marées, un gouvernement ? Dans un tel gouvernement tous les partis qui s'autoproclament de gauche ou qui sont considérés comme de gauche par leur base seraient-ils représentés ? L'établissement d'un gouvernement des gauches doit sortir du débat statique et de courte portée sur la possibilité de gouverner avec tel ou tel parti. Sur le terrain des sigles présents au sein d'un gouvernement des gauches, le BE part d'une affirmation : nous en serons. Et les autres ? Qui ? La question ce ne sont pas les sigles actuels, la question est d'influencer la conscience de très larges couches de la population paupérisée, asservie et indignée, qui ont voté hier, ou non, pour divers partis, mais qu'il est possible de déconnecter de l'inertie électorale parce que leur vote « n'appartient à personne ». La lutte pour un gouvernement des gauches peut servir dans la situation actuelle de catalyseur d'une profonde recomposition politique des masses, comme nous l'avons vu en Grèce.

Certainement un tel gouvernement des gauches exige de reconfigurer préalablement la carte politique actuelle. Il exige que le peuple soit un nouveau protagoniste. Il ne peut être le produit arithmétique des forces politiques actuelles. Bien au contraire, il doit s'appuyer sur une nouvelle majorité gouvernementale, sociale et politique, autour des questions fondamentales qui impliquent un tournant à 180° de l'orientation de l'économie. L'élément discriminant la présence au gouvernement ne peut être autre que celui de l'attitude face au mémorandum. Les porte-paroles du PSP ont déclaré, durant le congrès du BE, que rompre avec le mémorandum serait une attitude irresponsable. Ce fut le premier effet de la proposition du BE. Espérons que le second sera la désaffection des électeurs du PSP envers l'austérité compassionnelle qu'il propose.

Contenu et alternatives

Le BE concentre la rupture avec la Troïka sur quatre points principaux :

- 1. Annulation, selon la terminologie employée par le BE, de la dette abusive et illégitime et renégociation du reste à un rythme qui permet la reprise économique.
- 2. Réévaluation des salaires, des droits, des prestations et des services publics.
- 3. La nationalisation des banques prises en charge par l'État et la mobilisation des ressources pour les investissements publics, la création des emplois, l'augmentation de la durabilité environnementale et la réappropriation des biens publics clés qui ont été privatisés (énergie, télécommunications, etc.).
- 4. Réforme fiscale pour combattre la fraude et transférer le fardeau fiscal sur le capital.

Il s'agit d'un programme d'urgence, d'un programme pour arrêter la barbarie et l'effondrement social. Le gouvernement des gauches est une proposition de bon sens pour se débarrasser du joug de la Troïka. Ce n'est pas un programme révolutionnaire « parfait » pour construire une société socialiste, élaboré abstraitement et idéalisé. C'est un programme qui permet, dans les conditions actuelles, de satisfaire les besoins sociaux et collectifs de premier ordre et qui facilite la rupture des masses avec le néolibéralisme et le social-libéralisme, ce qui peut les inciter à prendre le chemin de l'autogestion, de l'anticapitalisme et du socialisme. Il est conçu pour réaliser l'unité d'un grand nombre (la majorité) sur quelques bases (solides et provoquant la rupture). Il s'agit d'un projet qui peut redonner confiance aux gens et les préparer à faire le pas suivant : en finir avec le capitalisme.

La dimension européenne du conflit

Le BE met en garde contre une fausse dichotomie : rester dans l'Union européenne en acceptant l'imposition de l'austérité ou sortir de l'euro avec l'appauvrissement immédiat de l'ensemble du pays. Pour cela il met en avant la nécessité d'un nouveau processus constituant européen, bien loin du modèle actuel fondé sur les équilibres et les assujettissements intergouvernementaux qui détruisent l'idée même de l'Union européenne. Il propose en même temps la mutualisation des dettes, un budget européen plus important et redistributif, la lutte contre le dumping fiscal et les paradis pour fraudeurs, une nouvelle Banque centrale européenne subordonnée aux institutions élues et dont la mission serait de garantir l'emploi et le financement des États, enfin l'harmonisation des minimums salariaux et sociaux dans toute l'UE. C'est encore un programme d'urgence pour renverser la situation et pour encourager le lutte.

Ce qui, une fois de plus, impose des tâches internationales. Alors que les bourgeoisies européennes ne connaissent pas de frontières pour attaquer les travailleurs, passer par-dessus la souveraineté populaire, faire évader les capitaux et obtenir des profits ronds, l'action politique de la gauche est recroquevillée dans des cadres nationaux stricts, qu'elle respecte. Face à l'orientation de Merkel et de ses banquiers il n'y a pas d'alternative politique de gauche solide au sein de l'UE, capable de surmonter le désastre et le marasme dans lesquels la social-démocratie, qui a perdu la boussole et qui est en déclin, a englouti les électeurs.

Il n'est pas possible d'assurer les avancées nationales d'un gouvernement des gauches sans tisser de nouvelles avancées dans d'autres pays. Aujourd'hui, plus que jamais, une coordination des forces efficace entre les pays du sud de l'Europe est urgente pour permettre, à leur tour, d'encourager de nouvelles solidarités dans le Nord. La grève générale et les mobilisations du 14 novembre dans divers pays ouvrent la voie à la convergence des luttes sociales. Il est indispensable d'établir sa corrélation politique.

Et après ? En même temps que le BE définit des objectifs très concrets pour un gouvernement des gauches, il projette le socialisme pour lequel il lutte (« l'émancipation, fruit de toutes les émancipations »), capable de résoudre en faveur des gens et de la planète — base matérielle de la vie — la confrontation avec le marché. La voie vers le socialisme et le socialisme lui-même sont faits de matériel démocratique. Le BE comprend que le socialisme c'est la démocratie totale ou ce n'est pas le socialisme.

Réflexions pour conclure

Nos camarades du Bloco, ceux qui sont les nôtres au Portugal, ont pris des décisions et notre devoir internationaliste commence par les connaître, les comprendre et les respecter. Nous sommes également obligés de garder l'esprit ouvert aux arguments, ce qui ne nous dispense pas d'être en mesure d'exprimer des doutes et d'avoir nos propres critères.

Pour les plus anciens de notre combat une métaphore peut rendre plus claire ma position en ce qui concerne la proposition du gouvernement des gauches. Elle pourrait être comparée au mot d'ordre du « gouvernement des travailleurs », jamais réalisé, que nous comprenions comme l'antichambre de la prise du pouvoir, du socialisme, etc. Il ne s'agissait pas encore d'un gouvernement révolutionnaire des conseils ouvriers ; il était supposé le précéder et l'enfanter. C'était une formule « de bon sens » : puisque les gouvernements de la bourgeoisie ne sont pas à notre service, prenons en charge les affaires publiques. Il s'agissait d'un gouvernement qui rassemblerait les énergies, les orienterait et permettrait de suivre le chemin et d'aborder la transition. En fait, il s'agissait d'un

gouvernement qui avait pour mission de disparaître presque immédiatement, une fois que la classe ouvrière aurait vu la nécessité d'aller plus loin — de rompre avec le système capitaliste. La différence entre cette construction abstraite du « gouvernement des travailleurs » et la proposition actuelle du gouvernement des gauches est que ce dernier s'avance dans le temps en fonction de la maturation des conditions de la prise révolutionnaire du pouvoir par les masses. Alors que l'occasion et le défi des tâches de gouvernement s'approchent du moment actuel, les délais pour la révolution socialiste se dilatent. Le temps pour assumer le gouvernement s'approche alors que probablement le moment de la confrontation finale s'éloigne. Ou pas. Nous ne savons pas. Le seuil de sensibilité de la bourgeoisie à la perte de son pouvoir et de ses profits est extrêmement actif. Mais, en tout cas, personne ne dispose de l'horloge qui marque les rythmes et les tâches de la lutte des classes et il n'y a pas de chronogramme prédéterminé.

Le succès ou l'échec des propositions dépendra d'une longue série de décisions que les camarades du Bloco vont adopter. Il dépendra aussi des avancées de la lutte des classes en Europe. Le gouvernement des gauches a donc plusieurs sens, il dépendra des contenus concrets et de la dynamique qui l'animeront. Il serait absurde de penser que c'est une formule magique exempte d'erreurs et de dangers qui le déformeraient. Mais il est encore plus absurde de juger la formule à partir d'un modèle qui définit a priori ses résultats et la nécessité de la corriger.

Il n'est pas nécessaire de rappeler qu'en politique seulement celui qui ose peut gagner. C'est pourquoi il serait très conservateur et donc inefficace de ne pas adopter des décisions sous prétexte qu'on n'est pas sûr du succès ou de l'absence de dangers politiques. Et, pire encore, faire des commentaires de l'extérieur, au nom de supposés principes de la gauche, dont l'unique résultat serait de rester tranquilles, au repos, raisonnables, mais réduits à la condition de spectateurs d'une œuvre que d'autres réalisent. Une expression des paysans de mon pays me vient à l'esprit : *« Seulement celui qui transporte peut se renverser, seulement celui qui laboure et n'a pas peur de la grêle pourra récolter »*.

Manuel Garí, le 15 novembre 2012

P.-S.

* Manuel Garí, membre de la rédaction de la revue Viento Sur, a fait partie de la délégation de l'Izquierda anticapitalista (IA, Gauche anticapitaliste, section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol) au Congrès du Bloco de Esquerda (BE, Bloc de gauche).

Notes

[1] Le 1^{er} mai 1974, un million de personnes sortent dans les rues de Lisbonne pour fêter la chute de la dictature.

[2] Deux motions ont été présentées : la « A », qui a obtenu 348 voix (80,3 %) et 61 membres au sein du Conseil national, et la B qui a obtenu 74 voix et 19 membres au Conseil national. Le Conseil national dirige l'organisation qui compte 8 514 militant-e-s.